

Les Belges veulent taxer davantage les trajets en avion



Notre Grand Baromètre Ipsos - *Le Soir* - RTL-TVI - *Het Laatste Nieuws* - VTM a sondé les Belges sur leur attitude face au changement climatique. Un enjeu qui préoccupe nos compatriotes: huit sur dix se disent « plutôt inquiets » ou « très inquiets »

face au réchauffement planétaire. Et nos sondés sont prêts à changer certaines de leurs habitudes pour réduire leur empreinte écologique. Mais quand on leur demande quelles mesures politiques adopter pour atteindre les objectifs climatiques, on constate une fracture entre les

Régions. Ainsi, les Bruxellois (65 %) et les Wallons (69 %) sont largement favorables à l'idée de taxer plus fortement les déplacements en avion, une idée retenue par moins d'un Flamand sur deux.

Quand il s'agit des déplacements automobiles, ce sont

sans surprise les Bruxellois qui plaident pour des mesures plus radicales. L'interdiction de la vente de voitures diesel convainc 41 % des habitants de la capitale contre 22 % des sondés dans le reste du pays. ■

Les Belges inquiets pour le climat et prêts à agir

- ▶ S'ils n'approuvent pas la méthode des jeunes qui sèchent les cours pour manifester pour le climat, les Belges sont massivement inquiets.
- ▶ Et se disent prêts à changer leurs habitudes pour contribuer à la lutte contre le réchauffement.

L'inquiétude des Belges face aux changements climatiques est bien réelle. Plus de huit personnes interrogées sur dix se disent « très inquiètes » ou « plutôt inquiètes » à ce propos. Et cela fait un moment que ça dure. Le sondage réalisé pour *Le Soir*, RTL-TVI, VTM et *Het Laatste Nieuws* par Ipsos corrobore une tendance lourde dans notre pays : les questions environnementales préoccupent, le climat inquiète. Les Bruxellois et les Wallons paraissent plus préoccupés que leurs compatriotes du nord. Mais l'inquiétude est largement partagée et les différences sont minimes lorsque l'on regarde les sympathies politiques, même si les électeurs du MR et de la N-VA semblent moins inquiets.

Le sondage a été réalisé du 5 au 11 février 2019 auprès de 2.550 personnes, en pleine vague des marches des jeunes pour le climat. La population apparaît divisée sur ces manifestations des jeunes qui sèchent les cours pour demander

une politique climatique plus ambitieuse en Belgique. Une personne sur deux approuve la méthode. L'autre n'est pas d'accord avec ce mode d'expression. Alors qu'en Wallonie et à Bruxelles, environ 60 % défendent les jeunes, en Flandre 55 % pensent l'inverse. On se souvient que le mouvement Youth for Climate a fait l'objet d'attaques de la part de certains politiques, notamment de la N-VA. La ministre CD&V Joke Schauvliege avait évoqué un complot avant de se rétracter, de s'excuser, puis de démissionner, convaincue de mensonge. Le président du CD&V, Wouter Beke, avait lui aussi repris l'argument de la « manipulation d'extrême gauche ». Tant Bart De Wever que Beke semblent raccorder avec leur électorat : 68 % des répondants

CD&V et 65 % des électeurs N-VA désapprouvent l'action des jeunes. Du côté francophone, les plus réticents sont les électeurs de Défi (52 %), suivis des sympathisants

MR (47 %). Tant au nord qu'au sud, ce sont les verts qui soutiennent le plus les jeunes.

Pas de nucléaire

Des nuances apparaissent également lorsqu'on demande aux Belges leur avis sur une série de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Si l'approbation semble générale à l'égard des éoliennes - 79 % approuvent leur érection même dans leur voisinage immédiat - une éventuelle taxe sur les « déplacements en avion » passe moins la barre. Plus d'un Belge sur deux (55 %) approuve cette idée, mais c'est surtout à Bruxelles (65 %) et en Wallonie (69 %) qu'on l'accepte. Cette piste est même ap-

prouvée par sept électeurs sur dix au PS, au MR et... au PTB. En Flandre, elle ne séduit « que » 48 % des personnes interrogées. Les propositions de « taxer plus fortement les combustibles fossiles » et d'interdire les véhicules à

essence et diesel n'agrément qu'une personne sur quatre. Les Bruxellois sont bien plus nombreux (quatre sur dix) à l'accepter.

Exit le nucléaire ? Ils ne sont que quatre sur dix à approuver l'idée de « construire des nouvelles centrales nucléaires ». Ce sont les partisans de la N-VA (60 %) et du MR (47 %) qui sont le plus favorables à un « revival » de l'atome.

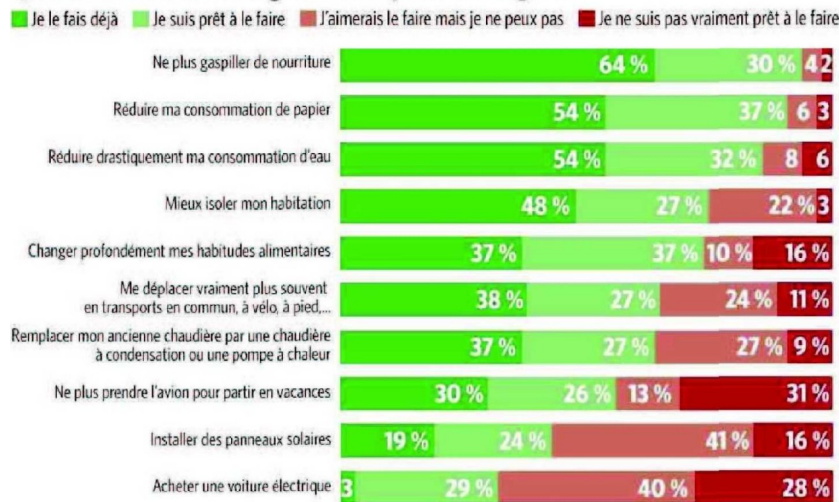
Qu'est-ce que la population est prête à faire pour lutter contre le réchauffement et qu'a-t-elle déjà fait ? Des mesures anti gaspillage aisées ont la cote (alimentation, papier, eau). Trois personnes sur quatre (moins à Bruxelles et en Wallonie) sont prêtes à mieux isoler leur maison ou l'ont déjà fait. La même proportion est disposée à changer « drastiquement » ses habitudes alimentaires (moins de viande, manger local...). Plus d'une personne sur deux est même prête à ne plus prendre l'avion pour partir en vacances. ■

MICHEL DE MUELENAERE

Pour atteindre les objectifs climatiques, il faut...



Quelles habitudes les Belges sont-ils prêts à changer ?



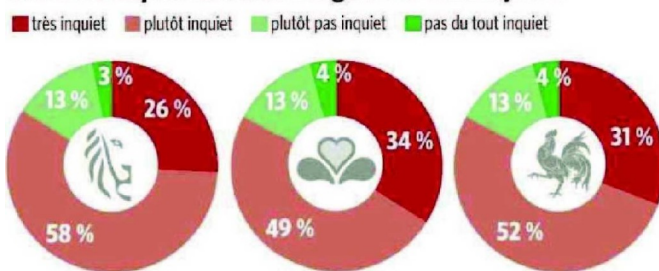
POLITIQUE

Un seul ministre pour l'Environnement

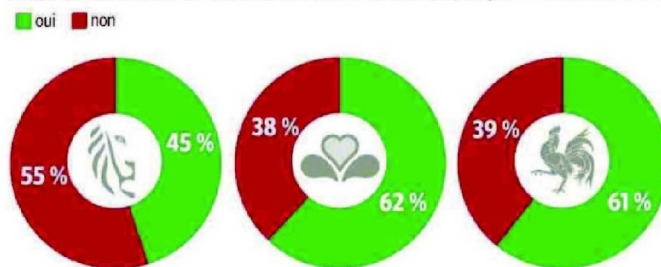
C'est massif. Plus de huit Belges sur dix estiment qu'il ne devrait y avoir qu'un seul ministre en charge de l'Environnement en Belgique. Bruxellois et Wallons sont plus virulents : neuf Wallons sur dix approuvent l'idée contre 78 % en Flandre. Même trois sympathisants de la N-VA sur quatre le pensent. Cela fait un moment que l'on constate la grande difficulté des quatre ministres actuels, Marie-Christine Marghem (MR, fédéral), la démissionnaire Joke Schauwiege (Flandre, CD&V), Jean-Luc Crucke (Wallonie, MR) et Céline Fremault (Bruxelles, CDH). Les réformes constitutionnelles successives ont éparpillé les compétences entre le fédéral et les Régions. Et pas seulement sur le climat. Ce partage des compétences ne facilite pas la coordination et l'entente entre les différents niveaux de pouvoir. Mais les divergences idéologiques ont accentué les difficultés. Un seul ministre, donc une refédéralisation des compétences ? Le public lance en tout cas un appel à plus d'efficacité.

M.D.M.

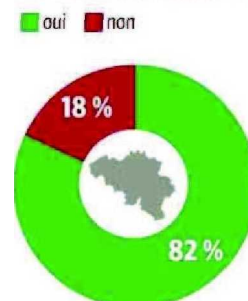
Etes-vous inquiet face aux changements climatiques ?



Nos enfants ont-ils raison de brosser les cours pour manifester ?



Faudrait-il un seul ministre en charge de l'environnement ?



MÉTHODOLOGIE

Cette vague de 2.550 répondants, formant des échantillons représentatifs des Belges de 18 ans et plus à raison de 995 en Wallonie, 996 en Flandre et 559 dans les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale, a été réalisée du 5 au 11 février 2019. Les interviews ont eu lieu en ligne. La marge d'erreur maximale, pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 % est de + - 3,1 en Wallonie et en Flandre et de + - 4,1 à Bruxelles. Affiliations : Esomar, Consumer Understanding Belgium.

POUVOIR D'ACHAT

Des fins de mois difficiles en Wallonie et à Bruxelles

Avec la protestation des gilets jaunes en France et ses répercussions en Wallonie, le problème du pouvoir d'achat est un questionnement central. Mais qui a des difficultés à boucler ses fins de mois ?

Les Wallons, surtout, selon notre Grand Baromètre. Ils sont 58 % à considérer qu'il est très difficile ou assez difficile de boucler ses fins de mois.

Une majorité de Bruxellois sont également

dans cette situation : 51 %.

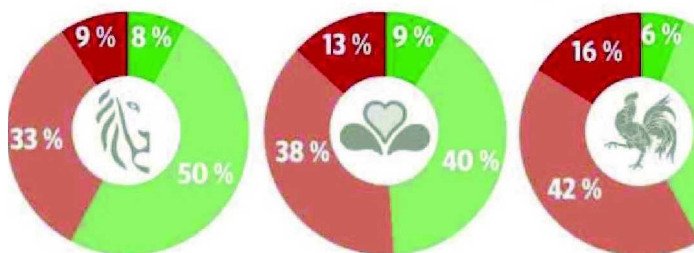
Et comme on peut s'y attendre au vu de la situation économique au nord du pays, les Flamands estiment, eux, qu'il leur est assez facile ou très facile de nouer les deux bouts. 58 % d'entre eux estiment qu'il n'y a pas (trop) de problèmes.

Si l'on rapporte cela à l'ensemble du pays, une majorité estime donc ne pas éprouver de difficultés, mais la plus grande richesse en Flandre pèse ici de tout son poids.

B.DY

Pour votre ménage, boucler les fins de mois est...

■ très facile ■ assez facile ■ assez difficile ■ très difficile



RÉFORME DE L'ÉTAT

Le quoi ? Le confédéralisme !

Depuis la chute du gouvernement Michel, les leaders de la N-VA, Bart De Wever en tête, n'ont qu'un mot à la bouche : le confédéralisme. Dans ce système, les Etats, la Flandre et la Wallonie selon le modèle de la N-VA, sont indépendants et décident souverainement de gérer certaines compétences en commun.

Nous avons posé la question de savoir si les habitants de ce pays étaient favorables ou défavorables au confédéralisme. Premier enseignement : une majorité se dégage contre le confédéra-

lisme, avec 39 % qui n'y sont pas favorables. Ils sont 24 % à le vouloir.

Mais on constate aussi que bon nombre de gens ne savent absolument pas ce que c'est : 37 % au total. Deuxième surprise : alors que c'est de Flandre, et spécifiquement du premier parti flamand, qu'émane cette demande, c'est en Flandre aussi qu'il y a le plus grand nombre de gens qui ne savent pas ce que c'est : 38 %. Sans surprise, c'est du côté francophone que l'opposition est la plus vive : tant à Bruxelles qu'en Wallonie, 48 % sont contre, pour 33 % en Flandre.

B.DY

Etes-vous pour ou contre le confédéralisme ?

■ pour ■ contre ■ je ne sais pas ce que c'est

